

**Conseil des ministres - Sauvegarde
des droits de l'Homme et des
libertés fondamentales**
(Paris, 20 décembre 2017)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 16 à la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Le protocole n° 16, signé à Strasbourg le 2 octobre 2013, dont l'élaboration a été décidée par les 47 États membres du Conseil de l'Europe dans le prolongement de la conférence de haut niveau tenue à Brighton du 18 au 20 avril 2012, vise à renforcer le dialogue entre la Cour européenne des droits de l'Homme et les juridictions nationales.

Il instaure un mécanisme permettant aux plus hautes juridictions nationales de saisir, à l'occasion d'un litige, la Cour européenne des droits de l'Homme pour avis sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ou ses protocoles.

Ce mécanisme a ainsi vocation à faciliter l'application de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme au niveau national et de résoudre en amont les difficultés d'interprétation de la Convention. À terme, l'objectif poursuivi est de réduire le nombre de requêtes individuelles portées devant la Cour, dès lors que des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application de la convention auront pu être éclairées par l'avis de la Cour et ainsi réglées par les juridictions nationales conformément au principe de subsidiarité.

Lors du dépôt de son instrument de ratification, le gouvernement désignera le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État et la Cour de cassation comme les hautes juridictions françaises habilitées à saisir la Cour européenne des droits de l'Homme en vertu du protocole n° 16./.